



REPUBLIQUE DU CAMEROUN :
ATTEINTE AUX DROITS, AUX LIBERTES DE PRESSE, D'EXPRESSION et D'OPINION :

Enlèvement de M. Martinez Zogo, chef chaine d'Amplitude FM Yaoundé,

Appel urgent N°02/21/01/2023

Douala-Yaoundé, le 21 janvier 2023 : Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Cameroun déplorent la disparition, les arrestations et détentions arbitraires des hommes de médias suite à l'exercice de leur fonction.

Les faits :

Le 17 janvier 2023, selon des sources concordantes, Martinez Zogo, chef chaine d'Amplitude FM, a été enlevé par des hommes non identifiés autour de 21h. Le présentateur de l'émission « Embouteillages », diffusée, du lundi au vendredi de 10 à 12h, s'est illustré à travers des dénonciations sur la gestion des chapitres 65 du MINFI (Ministère des Finances) et 94 du MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire).

Parmi les personnes soupçonnées dans cette opération de détournement de deniers publics, figure le nom du PDG du Groupe l'anecdote, le nommé Jean Pierre AMOUGOU BELINGA, que Martinez Zogo a accusé formellement « d'avoir bénéficié des financements occultes hauteur de 46 milliards de F CFA » dans son émission quotidienne.

En rappel :

Le 17 janvier 2023, Jean François CHANNON, directeur de la publication du quotidien Le Messenger, a été convoqué par le service central de recherches judiciaires de la gendarmerie nationale de Yaoundé suite à la plainte déposée par le sous-préfet de l'arrondissement Yaoundé 7eme.

Cette autorité administrative lui reprochait, en effet, d'avoir publié, le 20 septembre 2022, un droit de réponse dans lequel il avait été mis en cause par ses frères de la communauté «Jebale » dans le département du Wouri. Ce jour-là, il avait été auditionné pendant 8 h de temps, puis libéré pour être, à nouveau, présenté devant le procureur de la République et gardé à vue pendant quelques heures au parquet du service central de recherches judiciaires de la gendarmerie nationale de Yaoundé.

Le 09 janvier 2023, MM. Jacques Blaise MVIE et Conrad ATANGANA : tous deux journalistes, ainsi que l'organe de presse dénommé « la Nouvelle » avaient été convoqués par le Commissaire divisionnaire M. Moïse EMANE EMANE, faisant suite à la plainte n° 000146/DGSN/DRSNC/DRPJC/SEC du 12 janvier 2023, de Monsieur Jean Pierre AMOUGOU BELINGA, Président Directeur Général du groupe l'Anecdote pour : « diffamation, injures et



autres ». Suite à une publication n° 682 pour dénoncer en mettant en cause les présumés détournements de deniers publics des chapitres 65 du MINFI (Ministère des Finances) et 94 du MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire).

De tout ce qui précède, le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Cameroun :

Restent très préoccupés par :

- la recrudescence des atteintes aux droits et libertés fondamentaux, notamment les libertés d'expression, de presse et d'opinion, d'association et de réunion si chères à son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun ;
- l'acharnement juridique et judiciaire, les intimidations, les menaces d'arrestation et autres représailles à l'encontre des journalistes, des Défenseurs des droits Humains et des militants de la démocratie sans toutefois oublier les militants des partis politiques de l'opposition ;
- le Musèlement de la presse surtout privée, dont l'apport contribue, à juste titre, à la pluralité du débat sociétal, politique et économique dans un environnement démocratique pour une plus grande transparence de la responsabilité publique, ainsi qu'à la bonne gouvernance.

En outre, le REDHAC et sa coalition pays-Cameroun :

- condamnent, avec fermeté, ces nombreuses violations des droits et libertés d'opinion, d'expression et de presse et l'enlèvement de Martinez Zogo;
- demandent la libération immédiate et sans condition de Martinez Zogo, dans les brefs délais.

Au gouvernement du Cameroun, Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa Coalition pays-Cameroun :

- recommandent au gouvernement de protéger, en toute circonstance, les journalistes, les organes de presse, les Défenseurs des droits humains et les militants de la démocratie conformément à la Déclaration des Nations Unies 1998 et tous les instruments régionaux y relatifs.

Aux Nations Unies, A l'Union Africaine, A la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Le REDHAC et sa coalition pays-Cameroun, recommandent d'appeler le Gouvernement camerounais au respect scrupuleux des conventions, traités, protocoles, Chartes, principes



III. LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

« Article 19 : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

IV. LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES DES NATIONS UNIES

Article 19

« 1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2. Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix. ».

Enfin, le REDHAC et sa coalition pays-Cameroun :

- encouragent le gouvernement camerounais à protéger efficacement les Défenseurs des Droits Humains, en adoptant une loi portant « Promotion et Protection des Défenseurs des Droits Humains », ainsi proposée par le REDHAC depuis 2018.

POUR TOUTES ACTION URGENTE :

Adresses utiles :

- M. Paul Biya : Président de la République, Présidence de la République, Palais de l'Unité, 1000 Yaoundé, Cameroun, Fax +237 222 08 70 ;

- Chief. Joseph Dion Nguete : Premier ministre et Chef du gouvernement, Primature du Cameroun, Fax : +237 22 23 57 35 et courriel : spm@spm.gov.cm;

- M. Laurent Easo : Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Ministère de la Justice, 1000 Yaoundé, Cameroun, Fax : + 237 223 00 05 ;

- M. Joseph Beti Assomo : Ministre Délégué à la Présidence de la République chargée de la Défense B.P.1000 Yaoundé, Cameroun, Fax +237 223 59 71 ;

- M. Paul AtangaNji ;, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Fax : + 237 222 37 35 ;

- M. James Mouangue Kobilu : Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), Tel : +237 222 61 17, Fax : +237 222 60 82, E-mail : cnhdh@iccn.net;



- M. Nouhoum Sangaré : Représentant Régional et Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC)
Email: lbouaka@ohchr.org, Tél: (+237) 222 50 58 10 ;
- Mission permanente de la République du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, rue du Nant 6, 1207 Genève, Suisse, Fax : + 41 22 736 21 65, Email : mission.cameroun@bluewin.ch.

SUIVEZ LE REDHAC :

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04
MOB : (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95
Facebook : RedhacRedhac
Twitter : @RedhacRedhac
Site-Web : www.redhac.info